

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

B
N° *4365 B*

23 juin. 1939

Réseau *Auxiliaire*
(Service *Personnel*.)

OBJET DE LA CONSULTATION

*Auxiliaire - Auxiliaire ou Contractuel
Fournir : qu'on - lui ? de l'indemnité
de congé payé non pris.*

Références :

Observations :

D^{er} N° 4365 B ; Aff. :

- 2 FÉV. 1939

Janvier

9

A.G.B

Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel.

Vous avez bien voulu me communiquer le 24 janvier pour avis, la note ci-jointe de M. le Directeur de l'Exploitation de la Région du SUD-OUEST, au sujet du paiement d'une indemnité de congé payé aux auxiliaires de la S.N.C.F. qui ont rompu le contrat de travail, en faisant grève le 30 novembre dernier.

En premier lieu, il est incontestable qu'en faisant grève le 30 novembre, ces auxiliaires ont bien rompu leur contrat. L'ensemble de la jurisprudence reconnaît que la grèverompt, en principe, le contrat de travail. En outre, dans le cas présent, la S.N.C.F. avait à l'avance prévenu ses agents qu'en faisant grève le 30 novembre ils rompraient leur contrat.

En second lieu, l'article 5, dernier alinéa de la

Convention collective des auxiliaires prévoit bien qu'au cas de congédiement ou de départ volontaire, les auxiliaires recevront, défaction faite des jours de congé déjà pris, le montant d'une journée de congé payé par mois de présence dans l'année civile ou par période de 25 jours de travail. Mais cet article n'est pas applicable au cas de rupture brusque du contrat par l'auxiliaire.

L'article 9, en effet, régleme les conditions du congédiement et du départ volontaire: ils donnent lieu, l'un et l'autre, à un préavis de 8 jours. Lorsque cette condition n'est pas remplie, c'est-à-dire lorsque l'auxiliaire, comme dans le cas présent, se refuse à remplir les engagements prévus par la Convention collective, celle-ci ne peut plus être invoquée par lui, notamment pour le paiement des journées de congé non prises. Dès lors, la règle générale en matière de congé payé doit être seule appliquée.

Sur ce point, la Cour de Cassation a notamment précisé les droits de l'ouvrier et de l'employé dans un arrêt du 17 novembre 1938 (Chanteloube c/ Grataudour), confirmant sa jurisprudence; (Cass. 21 juil. 1937, Quest. Prud'homales 1938 p. 16 - Cass. 17 nov. 1938, Métallurg. d'Auberive et de Villerupt c/ di Egidio)

" Attendu, - dit-elle - que l'obligation imposée

au patron d'accorder un congé payé à ses ouvriers, impliquant nécessairement que ceux-ci sont encore à son service au moment où ils doivent prendre leurs vacances. Gratadour qui n'avait pas pris son repos annuel avant son départ de l'Etablissement CHANTELOUBE, ne pouvait prétendre qu'à une indemnité compensatrice dans les conditions édictées par l'article 5 du décret du 1^{er} avril 1936."

Aux termes de ce décret, article 5, "lorsque le contrat de travail d'un travailleur ayant au moins six mois de services continus est résilié par le fait de l'employeur, avant que le travailleur ait pu bénéficier d'un congé annuel payé et sans que cette résiliation soit provoquée par une faute lourde du travailleur, ce dernier a droit à une indemnité".

Il suit de là que si au moment de son départ, le travailleur n'avait pas pris son congé, mais avait la possibilité de le prendre, c'est-à-dire se trouvait encore dans la période de vacances (comme le précise l'arrêt de la Cour de Cassation du 17 nov. 1938 dans l'affaire Métallurgique d'Auberive et de Villerupt) il n'a droit à une indemnité de congé non pris que dans le seul cas de résiliation du contrat de travail par l'employeur, résiliation non provoquée par une faute lourde de l'employé.

Or, pour le chemin de fer il n'y a pas de période fixe de vacances et la Convention collective des auxiliaires ne dit rien à ce sujet. Dès qu'il a rempli les conditions de temps prévues pour l'obtention d'un congé, l'auxiliaire a donc toujours le droit de le prendre sans autre limitation que les nécessités de service.

Le 30 novembre, lorsqu'ils ont rompu leur contrat, les auxiliaires ayant au moins 6 mois de services continus pouvaient encore prendre leurs vacances.

L'application de l'article 5, dernier alinéa de la Convention collective étant écartée, ils n'auraient, par suite, le droit de réclamer une indemnité de congé que si, en application de l'article 5 du décret du 1^{er} août 1936, le contrat avait été résilié par la S.N.C.F., ce qui n'est pas.

Dans ces conditions, aucune indemnité de congé ne leur est due.

Si donc, par mesure d'opportunité, cette indemnité leur était néanmoins accordée, il devrait être précisé que le paiement est fait par mesure de pure bienveillance sous toutes réserves de droit sur le principe.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenge